



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 13/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MASSILLY FRANCE**

389 rue Pierre Bindschedler  
71250 Massilly

Références : CL/NM/2026/M\_33  
Code AIOT : 0005401676

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement MASSILLY FRANCE implanté 389 rue Pierre Bindschedler 71250 Massilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'établissement MASSILLY France est l'une des filiales du Groupe Massilly. La société est spécialisée dans la fabrication d'emballages métalliques (capsules de bouchage, boîtes de conserve, boîtes décorées), ainsi que dans les services associés à cette activité, tels que les systèmes de capsulage, les analyses techniques et chimiques et la formation liée à son secteur industriel.

Le site MASSILLY France, implanté sur la commune de Massilly (Saône-et-Loire), constitue le site historique du Groupe. Il est classé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et relève du régime de l'autorisation.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral DCL/BRE/2017-89-2 du 30 mars 2017.

À la suite de la dernière inspection d'octobre 2024, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris. L'objectif de la visite est principalement de contrôler le respect des prescriptions rappelées dans cette mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MASSILLY FRANCE
- 389 rue Pierre Bindschedler 71250 Massilly
- Code AIOT : 0005401676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Massilly France est spécialisée dans la fabrication d'emballages métalliques légers.

À ce titre, il est soumis à la directive relative aux émissions industrielles (IED), au titre de la rubrique 3670 - « Traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques ».

Par ailleurs, le site exerce des activités de travail mécanique des métaux et alliages, relevant de la rubrique ICPE 2560, soumises au régime de l'enregistrement.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en place d'une armoire coupe-feu destinée au stockage des vernis sous l'auvent fermé. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre les informations techniques associées (notice technique), notamment concernant la résistance au feu annoncée (2 heures), ainsi que les modalités de renvoi de la sirène d'alarme vers le bureau centralisant l'ensemble des alarmes du site. Le stockage des GRV de vernis inflammables en cours d'utilisation est limité et fait l'objet d'un suivi par pesée. Après usage, les GRV sont systématiquement remis dans l'armoire de stockage coupe-feu prévue à cet effet. Dans ce même auvent fermé, et suite à la dernière visite réalisée en 2024, l'inspection a constaté la mise en place d'un dispositif de détection incendie ainsi que la présence de deux extincteurs de 50 kg. Ces équipements sont implantés de manière à ne pas entraver la circulation des chariots élévateurs.

Les émissions atmosphériques de solvants et de résines issues des opérations de vernissage sont collectées et dirigées vers des incinérateurs à gaz. Ceux-ci sont portés à une température d'environ 700 °C afin d'assurer l'évaporation puis la combustion des solvants, tout en permettant la récupération de la chaleur générée. Une demande de transmission de la documentation technique a été formulée afin de vérifier les modalités précises de mise en œuvre de ce procédé. Le nettoyage des fours est réalisé tous les six mois selon un procédé de nettoyage cryogénique. L'inspection a également constaté la présence d'un chariot élévateur fonctionnant au gaz au niveau du bâtiment gIPD1, dédié au stockage de produits finis. Celui-ci sera remplacé par un chariot élévateur électrique équipé de batteries lithium, similaire à ceux déjà utilisés sur le reste du site. Des modifications étant prévues dans l'année, il a été conseillé à l'exploitant de regrouper l'ensemble des évolutions dans un porter à connaissance (PAC) unique, comprenant notamment :

- la ligne « grosses boîtes » L2, dès sa mise en service ;
- le procédé de rechapissage à base d'eau ;
- l'incinérateur pour joints de capsules, qui serait désormais alimenté en énergie électrique et non plus au gaz.

Enfin, un projet d'installation de panneaux photovoltaïques est à l'étude sur la partie nord du terrain, actuellement utilisée comme zone de pâturage pour des moutons.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Valeurs limites des rejets | Arrêté Préfectoral du 30/03/2017, article 3.2.2 et 3.3.3 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                                | Autre information        |
|----|--------------------------|--|--------------------------|
| 1  | Situation administrative | AP de Mise en Demeure du 19/02/2025, article Article 1 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée en présence d'un exploitant disponible et constructif. Au regard des éléments d'appréciation communiqués avant la visite et des constatations effectuées sur site, il est proposé de procéder à la levée de la mise en demeure. Néanmoins, le volet relatif aux émissions atmosphériques demeure en suspens dans l'attente de justificatifs complémentaires.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/02/2025, article Article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Entrepôt couvert  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>La société Massilly France, dont le siège social est situé à Massilly, 389 rue Pierre Bindschedler, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement en, selon cas, :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sollicitant une nouvelle autorisation environnementale si les modifications apportées par l'exploitant à ses installations entrent dans le cas prévu au I de l'article R. 181-46 susvisé ;</li> <li>• ou, dans le cas contraire, en portant à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire les modifications apportées aux installations avec tous les éléments d'appréciation requis,</li> </ul> |

dont notamment l'actualisation rendue nécessaire de l'étude de dangers.  
Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 6 mois. Il court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### Constats :

Lors de l'inspection de 2024, il avait été constaté l'exploitation d'un entrepôt couvert dédié au stockage de matières combustibles relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sans y être régulièrement autorisée.

Pour répondre à la prescription de la mise en demeure, l'exploitant a fait savoir au préfet, par un PAC transmis en octobre 2025 que le stockage n'était finalement pas soumis à la rubrique 1510.

En effet, le stockage est réparti sur deux groupes d'installations pourvues d'une toiture (gIPD). Le premier groupe (gIPD1) est constitué de deux IPD :

- **gIPD1 - Produits finis**
  - Volume : 94 500 m<sup>3</sup>
  - Quantité totale : **476,2 t**, correspondant à :
    - 301 t de bois
    - 160 t de carton
    - 15,2 t de plastique
- **gIPD1 - Stockage matières premières**
  - Volume : 60 000 m<sup>3</sup>
  - Quantité totale : **56,3 t**, correspondant à :
    - 14,9 t de plastique
    - 26,5 t de carton
    - 18,9 t de bois

Le stockage de bois dans ce gIPD est classable au titre de la rubrique 1532 (320 t). Ce qui induit un non classement de ce groupe en 1510 car la quantité restante de matière combustible est inférieure à 500 t.

Le deuxième groupe d'IPD (gIPD2 : bâtiment de stockage de palettes et cartons) contient moins de 500 t de matières combustibles et des volumes de matières en bois ou carton inférieurs aux seuils de classement visés dans la nomenclature. Cette IPD ne relève donc d'aucune des rubriques 1510, 1530 ou 1532. Plusieurs extincteurs sont répartis dans les cellules où sont stockés des palettes et cartons.

Lors du contrôle, nous avons constaté l'utilisation de cadres en bois pour le transport de boîtes de conserve sur palettes, permettant un gerbage sur environ six niveaux au sein du gIPD1 - produits finis.

La société s'est engagée à nous transmettre l'état des stocks par gIPD à la date de la visite. La gestion des stocks relève principalement du service logistique, appuyé par un système de scan des codes-barres. Les stocks de produits finis (conserves et boîtes destinées à l'alimentation pour nourrissons) sont relativement tournants et font l'objet d'une expédition rapide.

Dans l'atelier de production, la présence de palettes est ponctuelle et n'a pas à être considérée comme du stockage (en cours de chargement/déchargement, de manipulation).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : L'exploitant transmettra l'état des stocks du 29/01/2026, par gIPD, en précisant le

type et quantité de matières stockés (bois, plastiques, cartons, etc.) sous 1 mois. L'exploitant précisera le cas échéant l'impact du stockage des caisses-palettes en plastique sur le classement ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Valeurs limites des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2017, article 3.2.2 et 3.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Extrait du tableau figurant à l'article 3.2.3 :

| N° de conduit                              | n° 4 (rechampissage vernis) | n° 5 (rechampissage vernis) |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
| Paramètre                                  | COVNM                       | COVNM                       |
| Concentration mesurée en mg/m <sup>3</sup> | 50                          | 50                          |
| Flux mesuré en kg/h                        | 2                           | 2                           |

Extrait du tableau figurant à l'article 3.2.2 :

| N ° de conduit | Installations raccordées   | Hauteur en m | Diamètre en m | D é b i t nominal en m <sup>3</sup> /h | V i t e s s e minimale d'éjection en m/s |
|----------------|--|--------------|---------------|--|--|
| 1_1            | Ligne vernis V1<br>séchage +<br>incinérateur<br>de COV<br>oxydation<br>thermique | 11,55        | 0,5           | 5500<br>variable                       | 8  |
| 2_1            | Ligne vernis V2<br>séchage +<br>incinérateur                                     | 12           | 0,5           | 5500                                   | 8  |

|     |   |      |      |       |     |
|-----|---|------|------|-------|-----|
|     | incinérateur<br>de COV<br>oxydation<br>thermique                              |      |      |       |     |
| 3_2 | Extraction<br>hotte<br>ligne de<br>vernissage<br>V3                           | 12   | 0,5  | 5500  | 8   |
| 4   | Ligne de<br>rechampissa<br>ge vernis L3<br>séchage                            | 10   | 0,24 | 2160  | 1,5 |
| 5   | Ligne de<br>rechampissa<br>ge vernis L4<br>s é c h a g e<br>i n d u c t i o n | 10   | 0,24 | 1500  | 1,5 |
| 7_9 | Etuve EURO<br>T n°23<br>séchage   | 10,8 | 0,4  | 14868 | 8   |

#### Constats :

Les mesures aérauliques réalisées en février 2025 sur l'atelier de vernissage indiquent, pour le conduit n° 2\_1, un débit de 8 080 m³/h et une vitesse de rejet de 21,3 m/s. Cette vitesse, supérieure à la valeur minimale réglementaire de 8 m/s, est conforme.

Pour le conduit référencée 3\_2, les mesures de février 2025 font état d'un débit de 5 830 m³/h et d'une vitesse de rejet de 10,7 m/s, valeur conforme à la vitesse minimale réglementaire de 8 m/s.

Par ailleurs, la vitesse d'éjection du conduit n° 1\_1 reliée à la vernisseuse 1 est de 6,4 m/s pour un minimum de 8 m/s (non conformité), mais avec un débit mesuré de 2640 m³/h (pour un débit nominal fixé à 5 500 m³/h). L'exploitant souhaiterait modifier la configuration fixée dans son

arrêté préfectoral et conserver cette vitesse de 6 m/s en maintenant un débit inférieur à 5000 m<sup>3</sup>/h, comme le prévoit les dispositions de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Pour le secteur des capsules, une mesure sur la ligne étuve EURO T n°23 a été faite en septembre 2025, la vitesse est conforme (8,3 m/s). Pour le secteur des boîtes (conduits 4 et 5) :

- il était prévu de réformer la ligne 3 diam 127 (cheminée 4) car la concentration en COV était supérieure à 50 mg/m<sup>3</sup> (courrier du 26 août 2025). Finalement, l'exploitant indique qu'il va changer de technique de rechapissage avec le passage d'un vernis liquide solvanté (67 % de solvant) à un vernis à base d'eau (16 % de solvant). Les mesures prévues en mars 2026 permettront de vérifier l'impact du changement sur la VLE ;
- sur la ligne 4 diam 99 (cheminée 5), il est prévu un changement de technique de même nature pour respecter la VLE.

La mise en place de cette nouvelle technique est en cours de qualification finale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n° 2 : Pour démontrer le bien fondé de la modification de la vitesse d'éjection, une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) devra être conduite en vue de s'assurer de la compatibilité sanitaire des nouvelles conditions d'exploitation du conduit 1\_1 rattachée à la vernisseuse 1. Les conclusions de cette étude devront être transmises à travers un porter à connaissance (PAC).

Demande n° 3 : l'exploitant transmettra les résultats des analyses de mars prochain, notamment sur les cheminées 4 et 5.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois